



Amiante : procès en Italie, silence complice en France !

Le 13 février dernier à Turin, deux importants responsables d'Eternit ont été condamnés à 16 ans de prison ferme pour la pollution à l'amiante provoquée par leur usine.

Toute une région a été polluée, provoquant des milliers de morts, ouvriers et ouvrières, mais aussi des enfants, les voisins du site. Des familles entières sont lentement décimées par le cancer de l'amiante. Les patrons d'Eternit savaient bien le danger, ils n'en avaient juste rien à faire que les gens crèvent pourvu que leur usine tourne.

C'est une décision historique arrachée grâce au courage et à la détermination immense de ces travailleurs, et de leurs familles qui luttent depuis 30 ans, avec l'appui de magistrats qui ont refusé de la boucler et de regarder ailleurs.

C'est une décision historique car c'est la première fois que de telles peines de prison sont prononcées à l'encontre de patrons, et que l'amiante est reconnue comme un crime social.

Mais cette décision n'efface pas les morts, dont beaucoup sont encore à venir. L'amiante aura fait plus de 100 000 morts d'ici 2025. La nocivité cancérogène de l'amiante est pourtant connue depuis au moins 50 ans. Elle n'a été interdite en France qu'en 1997. Pendant tout ce temps, les ouvriers des entreprises ont été les premiers exposés, dans le silence complice des industriels et des politiques.

En France, aucune procédure au pénal contre des industriels n'a encore débouché. Pire encore, l'Etat français, suite à un récent jugement de la Cour d'Appel de Douai, réclame à 341 familles le remboursement des indemnités perçues, jusqu'à 50 000€. C'est parfaitement scandaleux ! Pour gagner le classement amiante, il faut encore se battre boîte après boîte, car seule la lutte permet d'arracher la reconnaissance de la responsabilité des entreprises. D'autres produits comme la molécule de synthèse C5 ne sont pas encore officiellement reconnus, alors que des cancers sont déjà déclarés, par exemple chez des ouvriers d'Adisséo.

Nous saluons le courage de tous ceux et celles qui se battent contre ces empoisonnements délibérés, en particulier en France, l'Association Nationale de Défense des Victimes de l'Amiante (ANDEVA), et nous sommes solidaires de leur combat. Il faut continuer coûte que coûte.

Condé-sur-Noireau, Bhopal, AZF, Fukushima, ce n'est pas la « moralité » de quelques industriels qui est en cause, c'est le système capitaliste tout entier. La liste est longue des morts et des scandales sanitaires divers, accompagnés à chaque fois du « plus jamais ça ». Les prolétaires ont déjà bien assez de « monuments aux morts » dans l'histoire, nous ne voulons pas être des martyrs de la guerre économique que se livrent les capitalistes. Cette guerre n'est pas la nôtre. Nous voulons vivre et être respectés dans notre dignité d'hommes et de femmes, quelque soit notre condition et notre pays !

**Nous luttons pour pouvoir dire un jour :
le capitalisme, plus jamais ça !**

Le 16 février 2012

OCML-VP - BP 122 - 93403 Saint-Ouen Cedex
contact@vp-partisan.org www.vp-partisan.org